



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Au peuple qui veut s'émanciper, il ne reste qu'une seule issue:
opposer la violence à la violence. »

Errico Malatesta



LA LUTTE
C'EST
CLASSE
CONTRE
CLASSE



De l'argent, il y en a, suffit juste de savoir ce qu'on en fait. Le conseil d'administration de Pôle emploi a décidé, lui, de le consacrer à renforcer la surveillance (le flicage) des chômeurs, et de leur faire la chasse puisqu'ils sont, c'est bien connu, des fraudeurs en puissance. François Rebsamen, notre ancien révolutionnaire membre de la IV^e Internationale, recyclé aujourd'hui dans la gestion (nationale, celle-là) du capitalisme, à la tête du ministère du Travail, l'a annoncé : il s'agit d'empêcher les demandeurs d'emploi de « s'enkyster dans le chômage de longue durée ». Superbe formule ! Traduction : à défaut de trouver du boulot aux chômeurs, on va faire en sorte de les rayer des listes de Pôle emploi. Une façon comme une autre d'inverser cette foutue courbe du chômage. Le même Rebsamen, notre trotskiste préféré, va en outre être content : oui, Pôle emploi peut être efficace. La preuve, Agnès Saal, ex-présidente de l'INA, a déjà retrouvé du boulot, trois mois seulement après sa démission forcée suite aux révélations concernant ses notes de frais faramineuses (40 000 euros de taxi en moins d'un an ! Alors que les Vélib' sont gratos). Aujourd'hui, la voici recasée au ministère de la Culture. En trois petits mois ! Chapeau les socialistes, cette fois-ci l'inversion de la courbe du chômage, on y croit. Le copinage, c'est maintenant.

Actualité

- À l'attention des abonnés**, par Admin du ML, page 3
Il est urgent d'agir, par la Coordination syndicaliste de la FA, page 4
Bipartisme, adios! par R. Pino, page 5
Le Parisien dans les griffes du luxe? par Guillaume, page 6
Les keufs tuent toujours, par Yannick, page 7

Arguments

- L'urgence de la lutte contre l'antisémitisme**, par JJR, page 8
De l'inexistence de la classe moyenne, par Mujo, page 10
Antifascisme de gauche et anarchisme, par P. Pelletier, page 12

Histoire

- Une lettre de Durruti en prison (1933)**, par A. Guillaón, page 15

À lire

- Dommmages en cascade...**, par Jules le Roux, page 19
Parcours d'un anarchiste hétérodoxe, par P. Sommermeyer, page 20

Le mouvement

- Gilbert Roth nous a quittés**, par des compagnons de route, page 21

Illustrations

Krokaga

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

À l'attention des abonnés du *Monde libertaire*



Chère abonnée,
cher abonné au Monde libertaire

Comme vous le savez, votre journal est conçu par les militants bénévoles de la Fédération anarchiste. Le congrès annuel de la Fédération s'est tenu les 23, 24 et 25 mai derniers et plusieurs décisions importantes concernant le journal ont été adoptées.

Créé en 1954, *Le Monde libertaire* était à l'origine un mensuel en noir et blanc. En 1979, deux ans avant la fondation de Radio libertaire et un an avant l'installation de notre librairie à son adresse actuelle, le journal devenait hebdomadaire. En 2001, il change de format et paraît en couleurs. En septembre 2011, il est complété par un nouveau hors-série bimestriel et la publication hebdomadaire est aménagée pour soutenir les forces militantes qui la portent.

Cependant, la reconfiguration progressive de ces forces vers d'autres formes d'engagement militant et les difficultés économiques que connaît la presse imprimée en général et politique en particulier, nous ont conduits à décider du changement de périodicité du *Monde libertaire*.

Nos finances sont aujourd'hui au plus bas et peu de choix s'offrent à nous.

La période 2015-2016 sera une année de transition au cours de laquelle nous allons construire une nouvelle formule. Elle sera bimestrielle à partir de septembre, très proche dans son volume, sa présentation et sa qualité de l'actuel hors-série. Puis, autour de janvier 2016, elle deviendra mensuelle. Le numéro que vous avez entre les mains est donc le dernier de cette série hebdomadaire de trente-six ans.

Abonnés, nous ne vous oublions pas. Vous avez été fidèles au *Monde libertaire* et nous continuerons d'exprimer et de développer avec vous les idéaux, les critiques et les projets anarchistes.

La formule évoluant, nous allons très prochainement revoir nos tarifs. Le calcul tiendra compte des nouveaux circuits de diffusion, du nombre de pages et du nombre d'exemplaires. Cette évaluation ne peut pas être faite avant fin juin, au plus tôt. Nous vous tiendrons bien sûr informés par courrier dès que nous aurons arrêté les nouveaux tarifs.

En attendant, vous restez pour nous abonnés et recevrez le dernier numéro hors-série du 11 juin. Le numéro suivant du *Monde libertaire* est programmé en septembre de cette année. Votre abonnement se poursuit donc normalement et son échéance, recalculée en fonction des nouveaux tarifs, vous sera communiquée une fois ces tarifs connus.

Si votre abonnement est automatiquement renouvelable, il sera renouvelé à l'échéance de la période courante.

Si vous avez choisi d'être prélevé automatiquement, les prélèvements se poursuivront sauf si vous choisissez de les suspendre en nous adressant votre demande par courrier, ce qui mettrait fin à votre abonnement.

Dans tous les cas, nous espérons que vous serez satisfait par la nouvelle formule du *Monde libertaire* et nous comptons sur vous pour nous accompagner dans cette nouvelle évolution.

Salutations anarchistes.

L'administration du *Monde libertaire*

Il est **urgent** d'agir

Déclaration de la Coordination syndicaliste de la Fédération anarchiste

DEPUIS L'ARRIVÉE de la « gauche » au pouvoir en 2012, la machine libérale en marche n'a cessé d'augmenter la cadence : les politiques menées portent de nombreux coups violents et répétés contre les travailleurs, tout en éclatant ce qui pouvait unir les salariés.

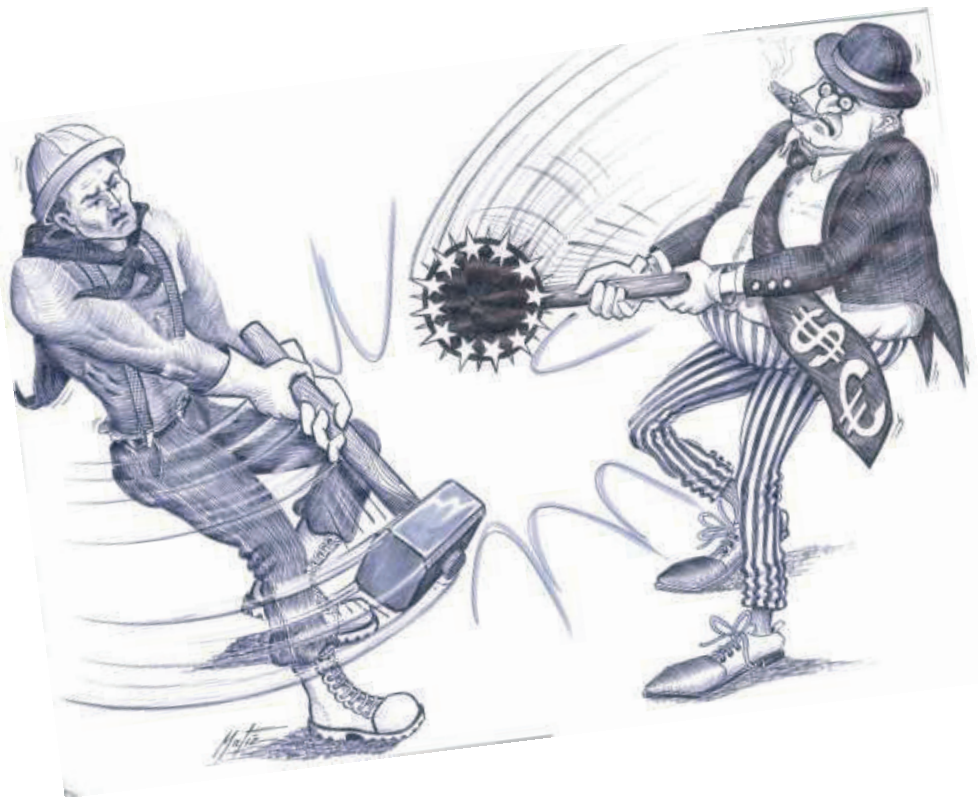
La loi Macron enterme un peu plus le Code du travail, détruit le CDI, favorise les licenciements, ampute le conseil des prud'hommes, englué la justice sociale, comble les quelques errements de la loi de sécurisation.

La loi Rebsamen (DUP, NAO, CHSCT), du nom du ministre du Travail, celui-là même qui a déclaré que « le contrat de travail n'impose pas toujours un rapport de subordination entre l'employeur et le salarié [puisqu'il] est signé par deux personnes libres », est en concordance et en complément de la loi Macron. C'est un recul très net du droit des travailleurs, et une avancée terrible dans la sécurisation de la délinquance patronale.

On assiste là à la destruction des conquêtes globales obtenues depuis la Seconde Guerre mondiale, destruction qui se traduit par la mise à mort de la protection sociale amorcée notamment par le pacte de responsabilité, l'exonération des cotisations pour les bas salaires, le gel des aides au logement, la réforme des retraites, la modification de l'attribution des aides familiales.

Cette politique va de pair avec une destruction des services publics mise en œuvre de façon plus accentuée (la santé, notamment les hôpitaux, et l'action sociale, le logement, l'éducation) et qui nous inquiète bien que nous ne soyons pas attachés à une gestion étatique desdits services publics.

Les coups pleuvent de manière brutale et destructrice. Ces politiques s'accompagnent de celles qui visent à disloquer l'unité, l'égalité (le peu qu'il reste) des travailleurs. Dans les entreprises, ce sont les horaires décalés, les différences de rémunération, la discrimination positive ; au chômage, c'est la différenciation des allocations ; sur les territoires, c'est la réforme territoriale : non pas que l'on y soit attaché là encore, mais il existe des communes où la gestion directe pouvait exister. Sous la pression de l'Europe et de ses institutions internationales, l'État impose un pyramidage territorial nouveau qui tue la commune au profit des intercommunalités, des agglomérations, des régions. C'est le retour aux baronnies, aux fiefs.



La résistance est donc éclatée et vient, en outre, se heurter à l'antiterrorisme qui, prenant prétexte de la lutte contre un pseudo-ennemi intérieur, s'attaque brutalement aux dernières libertés individuelles et collectives de tous et toutes. La loi sur le renseignement, bientôt votée à l'Assemblée nationale, achève de faire de l'antiterrorisme un mode de gouvernement qui, déjà, s'en prend à des militants du mouvement social.

Dans ce contexte d'extrême brutalité, les divisions sont accentuées et exacerbent toutes les idées de rejet : xénophobie, racisme, repli sur soi, etc. Le système capitaliste s'en satisfait : pendant que l'on tape sur le travailleur immigré ou le chômeur, on ne se bat pas.

En face, qui réagit ? En Grèce, les mouvements sociaux de grande ampleur ont cédé à l'appel des urnes. Le parti d'extrême gauche tient un discours qui choque les Européens libéraux, mais il s'est littéralement couché devant eux.

En France, les luttes dispersées et temporaires ne constituent pas de véritables

révoltes. Les syndicats sont toujours plus muselés par le gouvernement, avec loi sur la représentativité, celle sur le financement des syndicats et, maintenant, avec l'idée d'un « sénat social » (intégration d'une partie des organisations syndicales par l'absorption d'une partie du CESE).

Mais le terrain de la lutte de classe se situe dans le combat syndical, notamment parce qu'il permet la remise en cause directe de l'exploitation capitaliste. Le paysage syndical s'est modifié il y a un peu plus de deux ans et le nouvel axe – sans occulter les logiques d'appareil – pourrait donner des résultats prometteurs. À nous, militants anarcho-syndicalistes, de peser de tout notre poids pour créer le rapport de force et construire par une réflexion approfondie, coordonnée et partagée la voix de la résistance.

**Coordination syndicaliste
de la Fédération anarchiste**

*Congrès de la Fédération anarchiste
Merlieux, 23, 24 et 25 mai 2015*

Espagne

Bipartisme, *adios*

POUR UN COUP DE PIED AU CUL, ça a été un bon coup de pied au cul! Même si nous sommes sceptiques devant l'illusion électoraliste et le parlementarisme participant à la conquête du pouvoir, le résultat des élections municipales du 24 mai en Espagne donne au moins la satisfaction de constater la déconfiture des deux «grands» partis: PP et PSOE¹, qui ont été abandonnés par une large frange de leurs électeurs habituels au profit des listes d'alliances apparues depuis un peu plus d'un an. Le PP notamment a perdu 2,5 millions de voix par rapport à 2011. Nombre de ses candidats ont annoncé leur décision d'abandonner la politique (sans doute une nouvelle promesse qui ne sera pas tenue). Le PP avait pourtant essayé de limiter la casse en multipliant les tracasseries pour empêcher au maximum les votes par correspondance de tous les migrants espagnols victimes de sa politique économique (ils sont environ 1,8 million de par le monde), mais rien n'y a fait.

Si le PP reste majoritaire à l'échelon national avec 27 % des suffrages, il est battu ou en difficulté dans de nombreuses grandes localités. À commencer par Madrid, qu'il gérait et où il n'obtient plus que vingt et un élus, soit juste l'avantage devant Manuela Carmena, juge à la retraite, soutenue par le parti Podemos². Les neuf élus du PSOE risquant de l'appuyer, on comprend l'appréhension dans les rangs de la droite. Signe qui ne trompe pas, on a constaté jeudi dernier (28 mai), devant l'hôtel de ville madrilène, la présence inhabituelle de cinq énormes containers bourrés de documents papier ayant été passés à la broyeuse. Ça sent vraiment la fin de règne.

À Barcelone, la claqué est encore plus grande. Là, c'est Ada Colau (41 ans) qui arrive en tête avec sa liste composée de trentenaires, *Barcelona en comú*³. Elle bat la droite, la gauche et les catalanistes, démontrant au passage que le plus urgent et important pour les Catalans n'est pas «l'indépendance», mais bien la question sociale et la lutte contre la corruption. Ce dernier point est parfaitement illustré par le cas Pujol, figure du nationalisme catalan et ancien président de la Catalogne qu'il a dirigée pendant vingt-trois ans (1980-2003). Ce vibrant «patriote» vantant les mérites de l'économie de sa région trouvait plus sûr et avantageux d'aller planquer son fric en Andorre (sept millions quand même!). Les taux d'intérêt y sont bien sûr plus juteux que dans sa Catalogne chérie. Indépendantiste oui, mais avec le portefeuille bien rempli!

Ce n'est certes pas le cas d'Ada Colau, qui



**LA LUCHA
ESTÁ EN
LA CALLE!
HACIA LA
HUELGA
GENERAL**

présente la particularité de n'avoir jamais appartenu à une organisation politique. Elle s'est rendue célèbre en luttant sur le terrain au sein de PAH (*Plataforma de afectados por las hipotecas*)⁴, pour s'opposer aux expulsions des familles surendettées ne pouvant plus payer leurs emprunts, et que les banques condamnent à la rue. Personnage atypique donc qu'Ada Colau, qui ne manque jamais de raconter qu'elle est née sous Franco, le 3 mars 1974, soit quelques heures après l'exécution par garrot vil de l'anarchiste Salvador Puig Antich: «Ma mère me le rappelle à chaque anniversaire et ça a marqué mon engagement pour lutter pour un changement social.» Mais le temps des promesses s'achève, il va maintenant falloir appliquer son programme plus social que politique: stopper les expulsions, transformer les appartements vides en logements sociaux, garantir les droits sociaux basiques (santé, restos caritatifs, baisse du prix de l'eau, du gaz et de l'électricité), instaurer un revenu minimum de 600 euros pour les familles précaires, s'opposer aux anciens projets contraires au bien commun... Sans oublier, comme promis, d'abaisser le montant de salaire de maire de Barcelone de 143 000 euros par an, à 2 200 par mois. À noter que le parti antilibéral

Podemos (membre de cette coalition) a commencé à lâcher du lest pour faire face à la réalité dans le cadre d'une société qui demeure capitaliste: plus question de revenu de base universel, ni de retraite à 60 ans et exit le moratoire sur la dette. Les choses sérieuses vont commencer, en même temps que les tensions entre une base habituée à fonctionner horizontalement, et des dirigeants/responsables plus enclins à fonctionner de manière pyramidale. En ligne de mire, les législatives de novembre pour les uns, les luttes sociales pour d'autres, comme nos camarades anarcho-syndicalistes pour qui «il ne s'agit pas de voter pour changer de maître... mais de partir à la conquête d'une nouvelle société qui naîtra sur les ruines de ce système criminel qui prétend nous confisquer l'avenir et l'espoir».

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Parti Populaire et Parti socialiste ouvrier espagnol.
2. Nous pouvons: parti créé en janvier 2014.
3. Barcelone en commun.
4. Plateforme des victimes des hypothèques.

Chroniques de la guerre sociale

Heu-reux

Il semblerait que les militants du PS soient majoritairement satisfaits de leurs leaders et de la politique gouvernementale. La motion A appuyée par Jean-Christophe Cambadélis l'a aisément emporté (60 % des voix). Nous n'avons pas les commentaires de Gérard Filoche qui va sûrement continuer à s'acharner à vouloir transformer son parti de l'intérieur (bon courage Gégé), mais nous avons relevé les déclarations de «Camba» qui valent leur pesant de cacahuètes : «C'est un vote très important pour le PS. Un vote à la fois de renouveau et un vote de sortie de crise.» Et d'ajouter triomphal : «Il y a une majorité, il y aura une majorité absolue au Bureau national, au Conseil national, et maintenant c'est la stabilité pour le PS.» Ah ben s'il le dit... Il voit même plus loin notre ex-trotskiste (encore un!) il projette de «modifier le cadre du PS, de le dépasser, aller vers un parti de 300, 400, 500 000 adhérents». Et changer le nom du PS? Fais gaffe Camba, entre les discutailles de l'UMP pour se transformer en Les Républicains, et le résultat pitoyable de «l'évolution» de la LCR en NPA, vaudrait mieux réfléchir à deux fois avant de franchir le pas. Et revenir aux objectifs historiques du socialisme, ça te tente pas?

Howard Zinn, une histoire

Le film a été salué par la critique, mais souvent du bout des doigts, comme par exemple dans *Télérama* qui «aime un peu ce documentaire à la forme très classique». Forme classique? En tout cas, le fond ne l'est pas : combats sociaux, violence de la lutte des classes, syndicalisme avec les IWW, origine du 1^{er} mai, militants anarchistes aux États-Unis... Le premier volet de cette trilogie sent la poudre. Classique, la forme? Montrer les sans-grade, les sans-nom, celles et ceux qui se sont levés et continuent de se dresser pour dire : «Non, ça suffit» c'est peut-être ça qui gêne le très politiquement correct *Télérama*. Mais nous, ne boudons pas notre plaisir, c'est pas tous les jours qu'on voit ça au ciné.

« Le Parisien » dans les griffes du luxe ?

C'ÉTAIT LA DRÔLE DE NOUVELLE de la fin mai pour les travailleurs du quotidien *Le Parisien* – *Aujourd'hui en France* : le journal devrait être racheté par... LVMH. Ainsi, Bernard Arnault, le grand bourgeois de l'industrie du luxe, s'intéresserait à la presse quotidienne populaire. À tel point qu'il serait prêt à déboursier 50 millions d'euros pour racheter le tout, ou presque (puisque les murs, pour le coup, ça ne le branche pas, dit-on). Les grands industriels se rêvent décidément tous en patrons de presse... À noter que LVMH possède déjà *Les Échos*.

Bien sûr, le groupe Amaury – actuel propriétaire du *Parisien* – n'a, pour l'heure, pas indiqué si oui ou non il accepterait pareille offre. Mais personne n'est dupe. D'autant que cette annonce intervient au moment même où Amaury liquide l'imprimerie du canard et juste après une série de plans de restructuration chèrement payés par les salariés.

S'il ne revient pas à nous, travailleurs du *Parisien*, de choisir qui nous exploitera désor-

mais, nous sommes tout de même en droit de nous inquiéter quant aux conséquences sociales de ce rachat quasi certain. Ce genre de petites transactions entre grands bourgeois s'accompagne souvent de casse sociale, et il est fort à parier que l'occasion sera ici saisie pour rogner sur les salaires, supprimer des emplois, revenir sur les accords, les conventions collectives et dynamiter quelques vieux statuts salariaux hérités des luttes ouvrières du passé (celui des ouvriers du Livre, par exemple).

Pas de grève pour l'instant dans la boutique, puisque rien n'est encore vraiment évident et que le flou le plus total règne rue Michelet, à Saint-Ouen, au siège du journal. Mais des assemblées générales se tiennent, et la vigilance est de mise. Vous trouverez ci-dessous la motion de l'assemblée générale du 28 mai dernier.

Guillaume

Travailleur CGT du «Parisien»

Motion de l'assemblée générale du 28 mai 2015

Nous, le personnel de l'UES de Saint-Ouen, toutes catégories confondues, réunis en assemblée générale jeudi 28 mai 2015 à l'appel de nos organisations syndicales FO, SNJ, SGLCE-CGT, SNJ-CGT, qui avons pris connaissance de la vente du *Parisien* dans un avenir proche, déclarons qu'il ne nous appartient pas de décider qui possède notre journal.

Alors que, depuis cinq ans, les salariés paient déjà le prix élevé des restructurations aux anciens et futurs actionnaires, nous déposons la plate-forme revendicative suivante :

- Aucune suppression d'emploi, tout départ (notamment par la clause de cession) doit être compensé par une embauche en CDI.
- Maintien des éditions papier, de leurs heures de bouclage habituelles et exceptionnelles, de leur pagination.
- Maintien de toutes les éditions départementales, de leur support papier, de leur pagination et de leur effectif.
- Maintien du Desk dans les effectifs actuels.
- Aucune remise en cause des accords collectifs, notamment celui régissant le temps de travail et l'édition du dimanche.
- Augmentation générale des salaires.
- Extension de la clause de cession à l'ensemble des catégories.
- Respect des conventions collectives.
- Garantie de l'indépendance éditoriale de nos titres.
- Maintien du potentiel industriel et de son personnel dans les imprimeries.
- Maintien du site de Saint-Ouen au-delà du bail en cours.
- Intégration du *Parisien magazine* dans *Le Parisien*.
- Garantie pour les salariés restant dans le groupe Amaury et travaillant en sous-traitance pour le groupe LVMH d'une reprise de leur contrat de travail et des avantages acquis en cas de rupture du contrat de sous-traitance.

Nous mandatons les organisations syndicales pour rencontrer le nouvel actionnaire dans les meilleurs délais.

Motion adoptée à l'unanimité moins 4 abstentions

Ni Maîtres, ni Dieux

C'est le nom de la loge maçonnique que Manuel Valls avait intégrée en 1989. Nom qui ne doit évidemment rien au hasard. Créée en 1985, cette loge est un véritable bouillon de culture libertaire au sein d'un Grand Orient qui lui, serait plutôt du genre «très hiérarchisé». Qu'allait donc faire notre Manu dans cette galère? C'est vrai qu'à l'époque, le futur Premier ministre est un jeune loup membre de la garde rapprochée de Michel Rocard, et comme pour nombre de socialistes, le Grand Orient de France est un passage – non pas obligé –, mais assez «naturel». Valls changera de loge six ans plus tard au motif que les réunions avaient lieu le mercredi, c'est-à-dire le même jour que celles de la rue Solférino quand il était aussi secrétaire national de la commission du PS. Sans doute que la fréquentation de ses nouveaux frères était plus aisée. Prôner la lutte des classes le jour, et embrasser ses frères Trois points le soir, même s'ils sont politiciens de droite, patrons, flics ou banquiers, il y a quand même de quoi devenir schizophrène, même pour un socialiste (il est bien socialiste Manu?).

Année électorale en Espagne

Municipales, régionales et surtout législatives (en novembre), les Espagnols sont instamment invités à se rendre aux urnes cette année. Cette fois-ci l'alternance classique a du plomb dans l'aile. Le bipartisme PP/PSOE est perturbé par de nouveaux venus : Podemos (Nous pouvons), issu d'une frange des Indignés, et son pendant à droite Ciudadanos (Citoyens), les quadras aux dents longues et aux idées aussi réactionnaires que leurs aînés. De son côté Izquierda Unida (Gauche Unie : écolos et communistes), qui se voulait «espoir du peuple», voit certains de ses représentants (notamment dans la communauté de Madrid) empêtrés dans des affaires de corruption. Pour les Espagnols, rien n'est décidément simple dans le marigot politique, mais comme pour les Indignés du 15 mai 2011, une seule réponse à tous ces apprentis gestionnaires du capitalisme et de l'État : «Vous ne nous représentez pas!»

Bavure policière Et une victime des flics de plus



LES DEUX POLICIERS qui ont assassiné Zyed et Bouna à peine acquittés que l'on apprenait que, dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 mai 2015, deux flics ivres tuaient un ouvrier boulanger livrant du pain.

Les deux policiers n'étaient pas en service et rentraient d'une fête annuelle bien arrosée de la maison poulaga. Après avoir brûlé plusieurs feu rouge et roulant à vive allure, ils ont percuté une camionnette dans laquelle se trouvait le livreur de pain. On attend maintenant le résultat de l'enquête. Mais que peut-on attendre d'une enquête effectuée par la police quand on sait que les flics ont une fâcheuse tendance à se couvrir mutuellement? Et, en admettant que cette histoire aille jusqu'en justice, qu'attendre

des tribunaux bourgeois, si cléments avec les représentants de la force publique?

Surtout quand on sait que la victime s'appelait Yazid. Alors, je n'irai pas jusqu'à dire que la justice va trouver que le prénom de la victime est une circonstance atténuante, mais elle risque bien de trouver un moyen de blanchir le présumé coupable (le chauffeur du véhicule de police) ou de relativiser les faits. Pour le moment, attendons, pour ma part sans grande illusion. Et même si le policier qui conduisait est condamné, cela ne rendra pas justice à tous ceux tombés sous la répression policière.

Yannick

Fédération anarchiste (Montpellier)

La lutte contre l'antisémitisme, un combat qui ne peut être éludé



Juifs et juives révolutionnaires

ON PEUT SOUVENT ENTENDRE que qualifier des discours ou des pratiques d'antisémites (ou de racistes, de sexistes, etc.) n'est qu'un procédé visant à salir ou à disqualifier. Une telle approche peut être sincère, elle a cependant pour conséquence d'empêcher d'identifier l'antisémitisme ou de le minimiser. C'est aussi souvent une stratégie permettant d'éviter de faire face à l'antisémitisme ou de procéder à une remise en question. On retrouve des stratégies de défense et de déni comparables concernant toutes les formes de racisme.

Nous n'ignorons pas que des courants réactionnaires au sein des minorités nationales tentent d'assimiler toute critique de leurs projets politiques à du racisme afin de la faire taire. Nous n'ignorons pas que ces courants réactionnaires développent leur influence, y compris dans le camp progressiste. Pour autant, de tels procédés (tout comme l'insuffisance sur la question coloniale ou l'islamophobie) devraient être critiqués comme tels et non servir de prétexte pour disqualifier la lutte contre l'antisémitisme et ceux et celles qui tentent de la porter. Cela ne devrait pas conduire le mouvement progressiste à évacuer le problème des discours et des pratiques racistes, y compris en son sein.

Pour certains, il ne faudrait pas parler d'islamophobie sous prétexte que des réactionnaires religieux utilisent le même vocabulaire. Pour d'autres, il ne faudrait pas parler d'antisémitisme sous prétexte que les sionistes qualifient toute critique du sionisme d'antisémitisme. Pour notre part, nous pensons qu'il faut

mener de front la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre l'islamophobie, sans minimiser l'un ou l'autre, car ce sont deux déclinaisons d'une même logique visant à définir une identité nationale majoritaire par opposition aux groupes minoritaires et à diviser les opprimés.

En période de confusion, clarifier les positions est une nécessité !

Nous vivons une période historique troublée. En ces temps, il est nécessaire d'analyser sereinement les phénomènes sociaux auxquels nous faisons face. La crise économique et sociale actuelle pousse une partie des opprimés à chercher une alternative. Dans ces circonstances, les fascistes vont chercher à apparaître comme tels. L'antisémitisme est un des outils leur permettant, puisqu'il est la base d'un pseudo-anticapitalisme raciste présentant les Juifs et les Juives comme pseudo-classe dominante en lieu et place de la bourgeoisie. Il est destiné à récupérer et orienter la révolte d'une partie de la population, et notamment du prolétariat, dans un sens pogromiste plutôt que révolutionnaire, en la mobilisant derrière la bourgeoisie nationale contre la « domination sioniste », le « capital apatride », la « banque », et la « finance » associés à la minorité juive par le biais des stéréotypes racistes classiques. Substituer la « révolution nationale/raciale » à la « révolution sociale » est la fonction historique de l'antisémitisme, cela en créant de la confusion au sein même du camp progressiste.

Ainsi, la permanence de courants antisémites tout au long de l'histoire au sein du mouvement ouvrier apparaît comme une évidence, tout comme la permanence de courants racistes ou coloniaux. Il ne saurait en être autrement : comme n'importe quel système de domination, comme le patriarcat par exemple, le racisme ne s'arrête pas à la porte des organisations progressistes et l'adhésion à ces organisations ne fait pas disparaître mécaniquement les effets de l'idéologie dominante. Or l'antisémitisme, au même titre que le racisme colonial et l'islamophobie, font partie de l'idéologie dominante en France, parce qu'elles sont une partie indissociable de l'idéologie nationaliste et du roman national français.

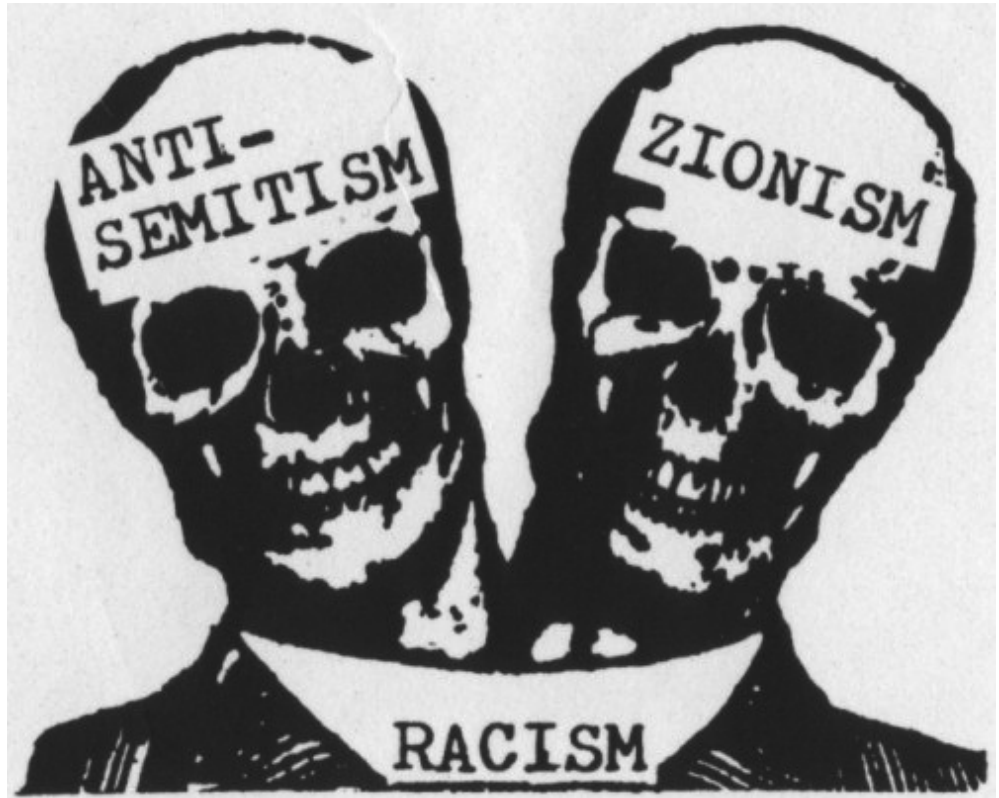
Se mentir ne fera pas disparaître le problème, au contraire !

Si une partie des militants est prête à accepter l'idée que l'antisémitisme existe, y compris dans les mouvements progressistes, ce phénomène est quasi-systématiquement qualifié de marginal. Ce faisant, on montre donc non seulement qu'on ne comprend pas l'utilité de l'antisémitisme pour le capitalisme en crise, mais on évacue aussi tout bilan sur les responsabilités au sein du mouvement progressiste dans le développement d'un antisémitisme de masse. Cette situation conduit à adopter vis-à-vis de l'antisémitisme l'attitude reprochée à juste titre à d'autres vis-à-vis de l'islamophobie : le refus de la clarification, le refus de la réflexion, le refus d'un retour critique établissant les responsabilités au sein du mouvement progressiste dans le développement d'une islamophobie de masse.

La récupération de certains textes de notre courant par les réactionnaires est symptomatique. Elle signifie qu'il n'y a pas de prise de conscience, qu'en période d'hégémonie culturelle de la réaction il faut éviter à tout prix de la laisser jouer sur la confusion idéologique.

Pour éviter de laisser prise à cette confusion, nos combats doivent être transversaux : notre anticolonialisme doit cibler en priorité l'impérialisme français, celui du pays dans lequel nous nous trouvons. La solidarité anticoloniale (avec les Palestiniens, les Kurdes, etc.) et l'opposition à d'autres impérialismes se font ainsi sur une base de classe claire et empêche toutes dérives telles que le soutien aux régimes dictatoriaux en Russie, en Syrie, ou en Iran. La lutte contre l'islamophobie doit s'articuler avec la lutte contre l'antisémitisme, comme la lutte contre l'antisémitisme doit s'articuler avec la lutte contre l'islamophobie et le colonialisme, faute de quoi on est amené à travailler au service des thèses dieudo-soralienne, des thèses sionistes, ainsi que celles du légitimisme républicain et bourgeois, du « choc des civilisations » ou du nationalisme français.

Ce type de questionnements est nécessaire. Et il doit se lire dans chacune de nos



productions si l'on veut éviter que des discours issus du camp progressiste fassent le lit de la réaction et si l'on souhaite reconstruire le camp révolutionnaire sur des bases solides et irrécupérables par nos ennemis politiques.

Le combat contre l'antisémitisme est un combat de classe

Enfin, il faut réaffirmer que le combat contre l'antisémitisme et le confusionnisme, pas plus que la qualification des discours fascistes pour ce qu'ils sont, n'est pas un combat moral. C'est une nécessité de classe, qui n'a rien à voir avec « le monde virtuel » ni avec la bonne conscience, et encore moins une vision « policière » des choses.

D'abord, rappelons que la majorité des Juifs et des Juives de France fait partie du prolétariat. Ce n'est pas un hasard s'ils sont nombreux et nombreuses dans la ville populaire de Sarcelles et dans l'arrondissement le plus pauvre de Paris, le XIX^e. Il est donc assez curieux d'ignorer toute cette frange du prolétariat. Cette remarque vaut également pour ceux et celles qui, comme le Parti des indigènes de la République (PIR), prétendent s'adresser aux personnes issues des anciennes colonies françaises en oubliant les Juifs et les Juives issus de familles séfarades et mizrahim.

Quiconque se bat sur le terrain de la lutte des classes peut constater à quel point le discours antisémite permet de faire disparaître la bourgeoisie aux yeux des exploités, en leur désignant une pseudo-classe dominante. Comme nous l'avons dit plus haut, c'est même sa fonction historique. À quel point il encourage au mieux la résignation, au pire la violence raciste contre les Juifs et les Juives.

En effet, il est important de se rendre compte qu'on ne peut pas traiter l'antisémitisme comme d'autres formes de conspirationnisme : si la chasse aux illuminatis pousse essentiellement à l'inaction et n'a pas tellement d'impact sur le monde réel, les attaques sur les synagogues et les attentats antisémites sont une réalité difficile à ignorer.

Quiconque est investi dans la lutte des classes peut constater que l'antisémitisme est aujourd'hui, comme il l'a été historiquement au Maghreb lors de la période coloniale, utilisé par une partie des classes dominantes pour diriger la colère des autres racisés contre la minorité nationale juive tout en se présentant frauduleusement comme son protecteur. De la même manière qu'Édouard Drumont a été utilisé au Maghreb par le système colonial pour dévier la colère des colonisés dans un sens pogromiste, Dieudonné et Soral sont utilisés depuis la révolte de 2005 dans les quartiers populaires pour jouer le même rôle.

Le combat contre l'antisémitisme est une nécessité révolutionnaire. Refuser de le mener, refuser tout ce qu'il implique d'auto-critique et de clarifications, c'est ouvrir la voie au fascisme, y compris parmi ceux et celles qui semblent proches de nos idées et c'est favoriser le développement des idées réactionnaires. Au sein de la minorité nationale juive, c'est également favoriser le développement politique du légitimisme (c'est-à-dire du soutien inconditionnel à l'ordre républicain bourgeois considéré comme seul défenseur des Juifs et des Juives) ou du sionisme, qui peuvent ainsi se présenter comme seules alternatives à l'antisémitisme.

J. et J. H.

De l'**inexistence** de la classe moyenne



Mujo

Union communiste libertaire

NOTRE SOCIÉTÉ est divisée en classes sociales : la classe possédante (la bourgeoisie) et la classe exécutante (prolétariat). Pour qu'un jour l'humanité détruise le système de classes et se libère du joug de la bourgeoisie, il est primordial que l'analyse des classes sociales soit liée aux réalités matérielles de la production. Des concepts creux comme celui de classe moyenne doivent être attaqués et relégués aux bibliothèques poussiéreuses des intellectuels collaborationnistes. En s'attardant aux définitions de base des classes, des conditions matérielles qui les définissent ainsi qu'aux changements superficiels de la réalité du capitalisme, nous pourrions mieux comprendre pourquoi la classe moyenne n'existe pas.

La bonne question est celle de la production

Karl Marx, qui fut sans doute l'un des principaux auteurs à écrire sur le sujet, définissait la classe ouvrière ou le prolétariat comme étant constitué par l'ensemble des individus forcés de vendre leur force de travail et qui ne possèdent pas les moyens de production. On peut voir dans cette définition une claire relation entre la classe et la production. Il est aussi important pour notre

discussion de définir deux autres classes sociales, la bourgeoisie (classe dirigeante) et la petite-bourgeoisie. La bourgeoisie est définie par sa propriété et son contrôle des moyens de production ainsi que, par extension, des ressources premières. Son rôle est donc d'utiliser ces ressources en les faisant transformer par des travailleurs grâce aux moyens de production pour pouvoir les revendre à l'autre bout de la chaîne. Ce n'est pas le travail du bourgeois qui ajoute de la valeur à la ressource, mais bien le vol du travail des ouvriers. Ce sont eux qui créent la valeur. Quant à elle, la petite-bourgeoisie est une classe mitoyenne qui possède des moyens de production qui toutefois ne lui permettent pas d'arrêter de travailler et donc de vivre du travail des autres. On peut également ajouter à ce portrait d'ensemble les personnes qui appliquent le contrôle de la classe dirigeante sur la classe ouvrière, ce que certains appellent la classe managériale ou bureaucratique, mais que nous incluons dans la petite-bourgeoisie pour les fins de notre propos. Dans la plupart des secteurs industriels, des managers et des contremaîtres à l'emploi d'un bourgeois vont bâtir une entreprise à leur compte pour ainsi devenir

petit-bourgeois au sens classique du terme. Le contraire se produit aussi lorsqu'un bourgeois engage un petit propriétaire pour occuper un poste de direction dans son entreprise ou lorsqu'une grande compagnie achète une plus petite en gardant les dirigeants comme managers. On compte donc dans cette classe les petits commerçants, les médecins, les gérants, etc.

La situation de classe, selon l'interprétation qu'on peut en avoir en se fiant à Marx, s'appuie d'abord et avant tout sur la relation que l'individu entretient avec la production. En d'autres mots, si une personne travaille pour un salaire (élevé ou non), mais que ce dernier ne lui permet pas d'arrêter d'être obligé de vendre sa force de travail, elle fait donc partie de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas ici du sentiment ou de la conscience de l'individu par rapport à la société dans laquelle il vit, mais bien de la relation qu'il a avec la création de la richesse dans cette même société. Le fait de porter un complet ou un bleu de travail à son boulot ne change rien à cette situation. Il faut se poser les bonnes questions. L'individu possède-t-il les moyens de production ? Est-il forcé de vendre sa force de travail ? La classe sociale s'est



historiquement définie par des conditions matérielles et non par des considérations idéologiques.

Un concept au service de la bourgeoisie

La stratification de la classe ouvrière a été l'une des transformations du capitalisme qui a favorisé l'apparition du concept de classe moyenne. Certains membres de la classe ouvrière ont pu, par des luttes syndicales et/ou par l'importance qu'a bien voulu accorder la bourgeoisie à leur travail, améliorer leurs conditions de vie. L'utilisation de plus en plus prononcée de la technologie dans la production a également contribué à dépareiller les conditions de travail. Des différences plus profondes entre les secteurs de production sont progressivement apparues, principalement dans les pays occidentaux. Cette situation tranche avec la relative uniformité de la classe ouvrière au XIX^e siècle, ou du moins de l'impression qu'on peut en avoir aujourd'hui. Ces changements conjoncturels du capitalisme ne modifient pas grand-chose dans la réalité du travail : en aucun cas, ils n'impliquent un relâchement du pouvoir de la classe dirigeante. La nébuleuse classe moyenne ne trouve pas plus d'identité dans la division du travail actuelle.

Du même coup, certaines personnes voulant se distinguer de l'ouvrier se sont fait dire et se sont eux-mêmes mis à dire qu'ils faisaient partie de la classe moyenne. D'autres

groupes de travailleurs sont demeurés dans l'état ouvrier plus traditionnel. On s'achète des actions dans des entreprises en pensant se hisser dans l'échelle sociale, alors qu'en fait on investit dans sa propre exploitation. Le concept de classe moyenne est bien plus une alliance idéologique entre le haut de la classe ouvrière et le bas de la petite-bourgeoisie. À qui donc ce concept peut-il servir ? Bien entendu, l'ego des membres à peine privilégiés de la classe ouvrière est flatté de ne plus se sentir comme de simples travailleurs qu'on dirige comme des pions. Mais dans les faits, ce n'est qu'une impression : ce travailleur obéit, n'a aucun pouvoir sur le travail qu'il fait, ni du comment, ni du quand, ni du pourquoi.

Ce concept ne sert qu'une seule classe : la bourgeoisie. Il lui permet de faire croire à des alliances ponctuelles entre certains secteurs de production afin d'empêcher l'avancement des intérêts des travailleurs de façon globale. En effet, pourquoi des gens de la « classe moyenne » (comme les infirmières, par exemple) se mettraient-ils à faire front commun avec des ouvriers (comme les éboueurs) ? Peut-être parce qu'ils ont les mêmes intérêts et que les gens qui les exploitent font partie de la même classe et constituent donc un ennemi commun à abattre pour atteindre leur émancipation respective. On peut donc commencer à voir ici le vrai rôle du concept de classe moyenne :

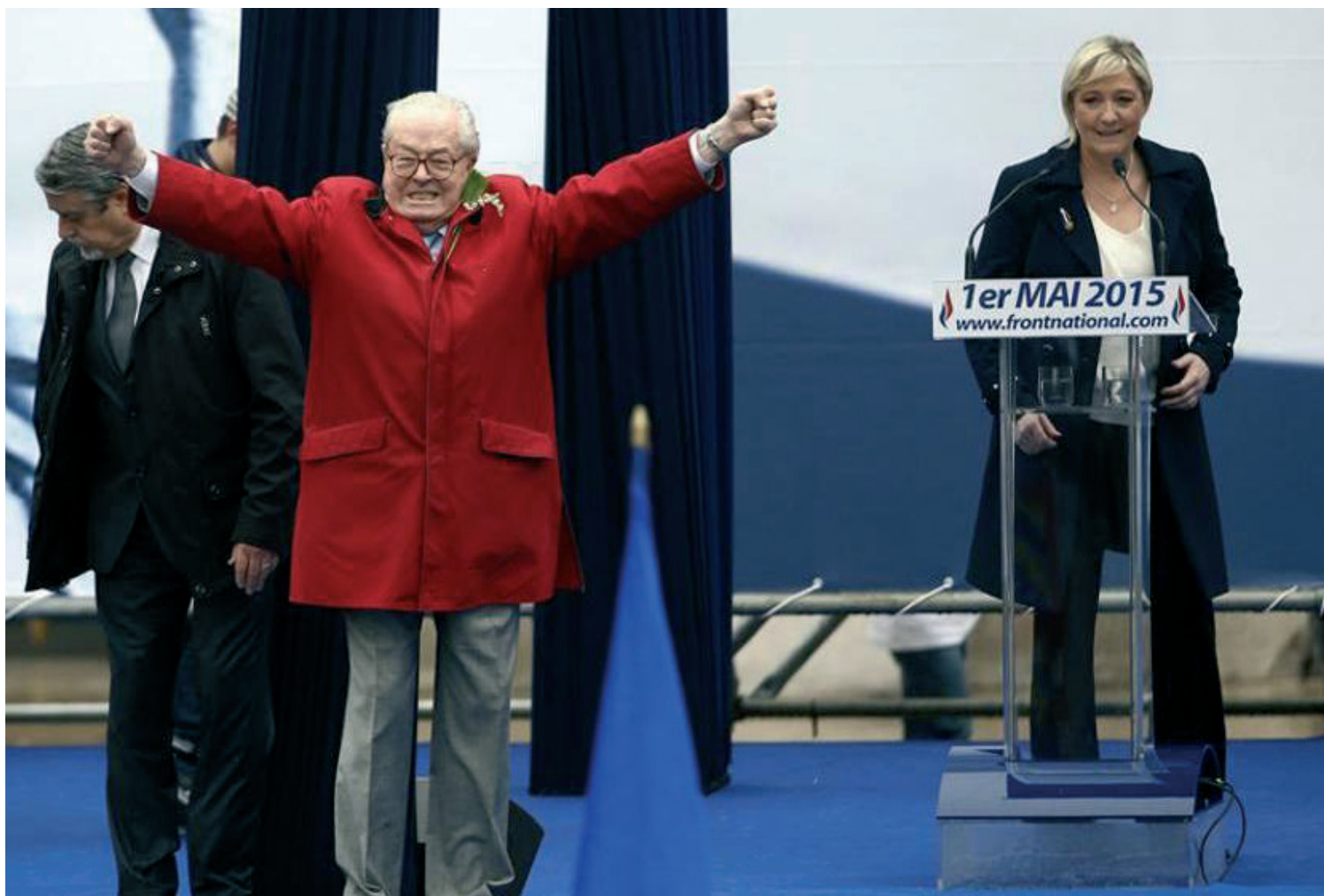
diviser la classe ouvrière en détruisant la conscience de classe.

Certains éléments de la gauche militante ont alimenté ce débat stérile et stérilisant en romantisant la classe ouvrière avec son image du début du XX^e siècle. Par purisme, par stupidité postmoderne ou même par ethnocentrisme, on a pondé des théories toutes plus farfelues les unes que les autres. Ces théories tentent d'éclaircir les changements de la réalité de classe en ajoutant des éléments qui n'ont pas leur place dans l'analyse. Elles ne font la plupart du temps rien d'autre que d'obscurcir la réalité. La raison est très simple : la réalité des classes sociales n'a pas changé de façon essentielle mais seulement de façon superficielle. Certes, des cas d'exception sont apparus çà et là, mais la structure est demeurée la même. Une minorité de gens possède les moyens de production et se laisse vivre par le travail de la classe ouvrière, seule productrice de la richesse.

Rien n'explique ni ne justifie la relativisation de la position de classe, surtout pas une alliance idéologique entre classes. La solidité de la conscience de classe dépend d'une définition claire et précise basée sur des réalités matérielles et non sur les élucubrations idéologiques de quelques universitaires en quête de déculpabilisation par rapport à leur niveau de vie. Pour une classe ouvrière consciente et unie marchant avec force vers sa libération.

M.

Les rails de l'antifascisme de gauche et l'anarchisme



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

PAR RAPPORT AUX AUTRES courants politiques, les anarchistes ont l'immense avantage de ne pas trafiquer la pensée pour obtenir quelques voix supplémentaires aux élections, vu qu'ils ne s'y présentent pas. Bien sûr, ils n'échappent pas toujours à la tentation de brosser un public militant dans le sens du poil pour asseoir une posture narcissique ou flatter un clan. Mais, méfiants de tous les dogmes, ils pratiquent la pensée libre : non pas comme une avant-garde, mais tout simplement pour éviter de refaire des erreurs déjà commises dans l'histoire, par eux ou par d'autres.

Comme les temps changent, leur pensée évolue et doit le faire. Tel est le cas de la question de l'antifascisme. Les anarchistes disposent à cet égard d'une solide expérience, mais qui mérite d'être confrontée aux nouvelles réalités, en l'occurrence celle du post-fascisme.

« Le fascisme partout », un tic inopérant

Un tic reste prégnant dans les milieux militants, même libertaires. Dès que l'État durcit la répression, certains crient aussitôt au fascisme. Ou bien ils le voient partout, au risque de galvauder et le mot et la situation. Si jamais un régime vraiment fasciste arrivait, que crierait-on alors ? Et dans un régime authentiquement fasciste, la publication de cet article serait impossible.

Non, tout n'est pas fasciste. Si l'État est intrinsèquement autoritaire, il n'est pas forcément fasciste, ou alors tout est dans tout, et rien n'est dans rien. Les anarchistes argentins ont payé très chers le refus de cette distinction. Lorsque la majorité d'entre eux, avec la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA), a proclamé, au moment du coup d'État du général Uriburu en 1930, qu'ils n'avaient pas à faire la grève ou à descendre dans la rue pour défendre un régime



libéral-bourgeois parce que cela n'était qu'une dispute politicienne au sein de la classe dominante, ils ont pris un risque colossal. De fait, ils ont laissé passer une dictature féroce, qui les a réprimés et qui a ensuite débouché sur le péronisme.

Résultat, l'anarchisme argentin, qui était fort, puissant et ouvrier, a du mal à s'en relever. Il est même possible que, quelque part, une partie de la classe ouvrière argentine ne lui ait pas pardonné cette erreur stratégique. Il ne s'agit pas seulement d'une question de vocabulaire (fascisme ou pas fascisme), mais d'une évaluation de la situation et, par conséquent, du choix d'une stratégie adaptée. C'est comme la théorie du « loup aux enfants » qui se moque de la bête qu'il ne voit jamais : à force de crier au fascisme dans toutes les situations, on court le risque de démobiliser le peuple qui y prête de moins en moins attention...

L'appel inopérant à une partie de l'histoire

La propension à voir le fascisme partout est un tic hérité du gauchisme soixante-huitard, et soigneusement cultivé par la social-démocratie, pour deux raisons. Le gauchisme, en rejetant le fascisme sur l'autre, tendait à faire oublier ses propres comportements et structures autoritaires. Quant à la social-démocratie, l'appel antifasciste est tout ce qu'il lui reste pour rameuter les dernières voix électorales d'un peuple de gauche déçu par elle, mais oublieux de deux faits historiques majeurs au moins.

En effet, à part une poignée de parle-

mentaires, rappelons que c'est bien la chambre du Front populaire qui a remis les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Et qu'au milieu des années 1980, c'est bien le président Mitterrand qui a poussé à l'émergence médiatique de Jean-Marie Le Pen, non seulement pour diviser la droite classique, mais aussi en fonction d'un passé idéologique sulfureux¹.

On doit aussi faire le bilan de trente ans d'antifascisme placé sur les rails idéologiques et tactiques de la gauche. Les grands médias et les partis de gauche n'en peuvent plus de rappeler les origines du FN, le passé de ses membres, leur xénophobie ou leur antisémitisme. Ne sait pas cela celle ou celui qui vit dans un autre monde. Mais, disons-le sans détour, cette dénonciation n'a en rien enravé la montée du FN, tandis que la gauche institutionnelle applique durement les politiques anti-immigrées sans que le FN ne soit une minute au pouvoir.

Pire, tel cours d'histoire sur la Shoah, telle cérémonie plus ou moins officielle, tel documentaire sur les camps de concentration semblent même avoir des effets contre-productifs, dans deux directions. L'électeur lambda du FN ne s'imagine pas une seconde en Allemagne au cours des années 1930, quand il fallait se rendre à la boulangerie avec une brouette remplie de billets pour payer son pain, ou en Italie dans les années 1920, quand les ouvriers occupaient les usines. Quant à l'insistance sur l'antisémitisme et les Juifs, cumulée à un oubli des autres aspects du fascisme historique, elle

devient suspecte chez certains, surtout dans le contexte de l'actuel conflit israélo-palestinien. Les chambres à gaz de Birkenau ont fermé, mais un mur a été dressé en Cisjordanie.

Attention, je ne dis absolument pas qu'il faille s'abstenir de faire tout ce travail de mémoire historique. Mais, manifestement, cela ne suffit pas, ou plus.

Le fascisme se distingue du nazisme, le post-fascisme du fascisme

Oui, il est fondamental de s'interroger sur la nature actuelle du Front national, de ce qu'il représente vraiment – en particulier vis-à-vis du grand capital : celui qui décide. Sauf très mauvais procès d'intention, il ne s'agit pas d'édulcorer le phénomène ou de se tromper dans ladite « dédramatisation » du FN. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai bien parlé de « danger post-fasciste », mais quelque lecteur pressé aura oublié de lire « danger »². Il faut, bien sûr, distinguer le fascisme du nazisme. Car c'est, répétons-le, la Shoah et l'expansionnisme qui ont été l'un des principaux facteurs de la défaite du régime hitlérien, entraînant avec lui celle du régime mussolinien. Sans la Shoah, il est fort possible que l'histoire eût suivi un autre cours avec Mussolini et les démocraties libérales.

Pour en avoir une idée, il suffit de relire les journaux de l'époque ou quelques bons livres d'histoire pour comprendre que jusqu'à l'Anschluss (mars 1938) et les accords de Munich (septembre 1938), les

démocraties libérales ne s'offusquaient absolument pas du fascisme italien. Ils cherchaient même des accords avec lui ou bien à l'imiter. C'est aussi sous cet angle-là qu'il faut analyser la fascination du groupe anti-productiviste de l'Ordre nouveau (Aron, Dupuis, Chevalley), des personalistes (Mounier, Ullmann...) et autres non-conformistes (Maulnier, Marion...) qui se rendent au congrès des corporations fascistes à Rome en mai 1935.

Il faut également marteler le fait que, en 1922 en Italie comme en 1933 en Allemagne, le fascisme comme le nazisme ne sont pas arrivés au pouvoir tout seuls : ils l'ont fait avec le soutien de la grande bourgeoisie et, surtout, le ralliement d'une partie de la droite classique. Il s'agit pratiquement d'une règle, que l'on peut considérer comme reproductible.

Mais, de nos jours, les mêmes conditions sont-elles réunies ? Cela vaut le coup d'y réfléchir. Pour cela, pas la peine de rechercher si loin dans l'histoire pour analyser l'évolution actuelle du FN, mais restons quand même en Italie, où tout se joue. En effet, ce pays a connu ce processus. En 1995, une partie du néofascisme, incarné par le Mouvement social italien (MSI), choisit de se rallier à la droite classique – et non le contraire ! Elle se transforme alors en post-fascisme, avec l'Alliance nationale, qui obtient des ministres sous Berlusconi, tandis que les durs du fascisme végètent dans les débris du MSI-Flamme tricolore. Dira-t-on que le berlusconisme est le fascisme de Mussolini ?

Le post-fascisme embourgeoisé

C'est ce schéma qui peut se reproduire en France avec la stratégie Marine Le Pen/Florian Philippot, soutenu par la grande majorité du parti et de ses électeurs, et sur fond d'une petite bourgeoisie en crise, apeurée, xénophobe et séduite par le souverainisme. Dénoncer alors le «folklore» fasciste encore subsistant et traquer les «dérapages verbaux» de quelques durs encore présents dans le système mariniste ne serviraient décidément plus à grand-chose. En revanche, les patrons ont besoin non pas d'un racialisme à la sauce nazie, mais de cette xénophobie pour exploiter encore plus brutalement le prolétariat immigré dont ils ont absolument besoin. C'est là que l'on retrouve un autre contrepoint historique. Car le sous-prolétariat, dans lequel le musolinisme puisait ses troupes de choc, quel est-il de nos jours ? Ce n'est autre que le sous-prolétariat immigré ou d'origine immigrée récente. Or c'est lui que le néofascisme et le post-fascisme désignent comme la source principale des problèmes ! Il peut difficilement y faire appel pour se bagarrer dans la rue...

Quant au sous-prolétariat d'origine non immigrée, qui existe bien évidemment, est-



il prêt au coup de poing voire au putsch aux côtés des Le Pen ? Pas évident.

La brutalité des escadrons fascistes des années 1920 est-elle comparable avec le service d'ordre du FN ? Pas sûr, mais on pourrait dire que ceci est annonciateur de cela, et qu'il faut craindre le pire. Mais à condition que la partie de la classe moyenne qui vote FN soit prête à cette violence. Pas évident non plus. La situation actuelle va-t-elle vraiment et inéluctablement déboucher sur le fascisme ? Ne faut-il pas prendre en compte les choix politiques de la bourgeoisie économique qui tantôt appuie le fascisme, tantôt le rejette ? Les anarchistes n'ont pas besoin de se mettre à la remorque de la gauche dans le combat antifasciste, à moins que cela ne soit le prétexte pour quelques-uns de faire preuve de virilisme vis-à-vis des fractions les plus dures de l'extrême droite. Mais on sait où mène le goût pour la violence...

Quelle stratégie libertaire ?

Une fois exposé cela, il faut bien dire que la voie d'un autre antifascisme, non ritournelle, n'est pas facile. Mais il y a au moins trois issues.

La première est de rabaisser idéologiquement le FN au niveau des autres partis tout autant carriéristes, électoralistes et démagogues, coupant ainsi l'herbe sous le pied des post-fascistes qui prétendent être différents de tous les autres partis (un fonds de

commerce qui marche bien) mais qui ne le sont pas.

La deuxième est de renforcer ou de construire des lieux où se pratiquent la solidarité économique et sociale ainsi que le progrès culturel et intellectuel.

La troisième est de mener le combat métropolitique des valeurs et des comportements libertaires – la métropolitique étant un enjeu qui a parfaitement été compris par les cadres de la Nouvelle Droite à la fin des années 1970 et qui a pavé la voie au post-fascisme³.

P. P.

1. Faux Emmanuel et Legrand Thomas (1991) : *La Main droite de dieu, enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*. Un livre à lire par tous les militants antifascistes. Et nous n'avons pas attendu le livre de Pierre Péan (*Une jeunesse française*, 1994) pour connaître et dénoncer le passé ultra-droitier de François Mitterrand avec ses prolongements ultérieurs (amitié avec Bousquet, etc.)

2. «Le danger post-fasciste», *Le Monde libertaire*, 1772, 16-22 avril 2015.

3. «Les enjeux de la métropolitique», *Le Monde libertaire*, 1520, 12-16 juin 2008. Traduit dans *Tierra y Libertad* (Espagne), 242, septembre 2008.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

« Si la guerre arrive, sachons paralyser l'industrie nationale »

Une lettre de Durruti en prison (1933)



Photo prise dans la prison de Puerto de Santa Maria en 1933.

Agustín Guillamón

Traduit par le Cras Toulouse

C'EST LE DIMANCHE 2 AVRIL 1933 que sont arrêtés à Séville Durruti, Ascaso et Combina, à la sortie du congrès régional d'Andalousie et d'Estrémadure. L'argument brandi pour justifier l'arrestation est qu'ils seraient « responsables des concepts délictueux qu'ils émirent lors du meeting de clôture »¹. Ceci est un délit d'opinion qui bafouait la plus élémentaire liberté d'expression.

Dimanche 9 avril, à Barcelone, les dirigeants les plus représentatifs d'Etat Catala et ERC, réunis en hommage au fasciste Josep Dencàs, alors conseiller à la Santé, considéraient que les arrestations de Séville avaient décapité la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et que cette organisation pouvait se considérer comme exsangue. De telles déclarations prenaient les désirs pour des réalités, comme il est d'habitude par les dirigeants de l'appareil répressif bourgeois quand ils prétendent résoudre les complexes et pro-

fondes questions sociales et politiques aux amers et habituels problèmes de terrorisme et d'ordre public; ceci en individualisant les problèmes à quelques leaders ou têtes de Turc. Josep Dencàs fut l'un des principaux fondateurs et promoteurs, avec les frères Badia, des escamots fascistes et indépendantistes des JEREC (Jeunesses Esquerra républicaine-État catalan).

Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso et Vicente Pérez Combina² furent enfermés dans la prison de Santa Maria (Cadix) après avoir passé quelques jours dans celle de Séville. Dans cette prison, Durruti écrivit une lettre à sa famille, dans laquelle, entre autre, il explique la différence qu'il fait entre guerre impérialiste et guerre sociale, pris comme synonyme de lutte des classes. La plus grande partie de la lettre est dédiée à son frère Pedro, qu'il essaye d'aider à approfondir son analyse sur la guerre, car

Buenaventura considérait que Pedro avait mal cerné le problème dans un article qui était paru récemment dans la presse. Dans la lettre, on peut noter quelques points qui peuvent préciser la biographie de Durruti :

1. Son séjour de un an à Paris pendant la Grande Guerre.

2. Sa relation avec Pio Baroja, qui lui rendit visite en prison, peut-être intéressée par la connaissance et le contact direct d'un homme d'action comme Durruti.

2. Le traitement discriminatoire et vexatoire des autorités républicaines envers les militants anarchistes, qui empêchait la moindre collaboration ou intelligence entre le mouvement anarcho-sindicaliste et les autorités de la Deuxième République.

Cette lettre, traduite au français, est celle que nous reproduisons intégralement ci-après, pages 16 et 17, avant de reprendre la suite de cet article, page 18.

Port de Sainte-Marie.
3 juin 1933³.

Chers mère et frères,

J'ai reçu votre lettre, datée du 1^{er}, où vous me dites que vous avez obtenu les laissez-passer, et vous me demandez ce que vous devez en faire.

Les laissez-passer, vous les gardez jusqu'à ma sortie, et une fois arrivé à Barcelone vous me les envoyez. Ce que je crains, c'est que je ne puisse m'en servir, vu que cela fait deux mois que vous les avez et qu'il n'en manque qu'un pour qu'ils soient périmés; un mois que je devrais passer ici, il me paraît évident que le gouvernement est disposé à ce que je passe l'été à l'ombre.



Il y a quelques jours je pensais que je sortirais, mais les compagnons de Madrid m'ont écrit pour me dire que Quiroga⁴ avait donné des ordres pour que l'on ne nous libère pas. Mais de but en blanc sans que personne ne s'y attende, le juge de ce petit village s'est présenté avec un télégramme du juge d'instruction qui s'occupe de l'affaire du meeting de clôture du congrès; affaire pour laquelle on aurait dû être en liberté sous caution personnelle de mille pesetas; et on apprend dans le télégramme de Séville que le procès est re-instruit, qu'ils annulent la liberté sous caution, que nous restons à disposition du juge de Séville, inculpés sans caution.

J'ai demandé au juge à quoi obéissait cette décision sur un procès sans importance comme celui-ci: il ne sut pas quoi me répondre et se limita à m'informer de ma détention sans caution. C'est un cas que l'on voit pour la première fois, car tous les procès pour délit de presse ou diffamation sont assortis de

caution sans mise sous écrou. Je ne vois pas quelles sont leur intentions. Nous avons écrit aux compagnons de Séville pour qu'ils élucident ce problème; suite à leurs réponses nous verrons bien quelles sont les intentions de ces types.

D'ici que puis-je vous raconter; nous sommes dans une prison terrible, où on sait quand on y entre mais pas quand on en sort; ceci est pire que l'enfer de Dante. Nous sommes complètement isolés. Il est clair que le gouvernement est disposé à ce que personne ne nous voit. Mais nous allons protester contre cette mesure d'exception qui est utilisée à notre encontre, car tous les prisonniers des prisons d'Espagne peuvent parler avec leur famille et leurs amis, nous qui sommes des prisonniers politiques, ils ne nous laissent communiquer avec personne; et ils nous critiquent parce que nous attaquons le régime républicain. Que veulent-ils que nous disions après les horreurs qu'ils nous font?

Quand Pio Baroja⁵ est venu nous voir à la prison de Séville, il m'a dit: c'est terrible ce qu'ils font avec vous; et quand je lui ai demandé: monsieur Pio, quelle position croyiez-vous que nous devons adopter face à cette barbarie? Il n'a pas su quoi répondre. Après, j'ai lu un de ces articles dans *Ahora*, quelle était la réponse qu'il n'osait nous dire à travers les barreaux⁶.

Bon, je ne vais pas continuer à vous parler de tout ça, parce que ça me met de mauvaise humeur. Le vieux *Germinal*⁷, qu'on avait libéré, a été réincarcéré, et il subit le même sort que Combina et moi; inculpé pour le meeting sans caution possible.

Il y a quelques jours j'ai reçu *La Mañana*, c'est Perico⁸ qui me l'envoie, j'ai vu et lu l'article qu'il a écrit, intitulé «Message des enfants anglais», l'article est très bien; mais Perico ne cerne pas bien le problème de la guerre; ne te fâche pas pour ça, frangin. Un peu avant la déportation, vous vous rappelez que nous avons fait à Barcelone un grand meeting contre la guerre où participa un grand pacifiste français: le principe de la paix, comme ils le nomment à Paris. Pioch⁹, c'est le nom de cette figure internationale. Pioch a beaucoup fait pour nous quand nous étions détenus à Paris. Pioch a fait un discours grandiose, il a exposé les crimes de la guerre de façon magistrale. Mimi¹⁰ a pris le discours en sténo. Moi, j'ai pris la parole après Pioch: après l'avoir salué et présenté au public espagnol, j'ai traité de deux aspects de la guerre. Guerre impérialiste et guerre sociale. Sans léser la susceptibilité de Pioch, je lui ai demandé pourquoi les pacifistes ont attendu le danger de la guerre pour s'affronter aux horreurs de la guerre. Les pacifistes d'aujourd'hui ont eu le besoin de s'inspirer des crimes commis pour faire des articles dans la presse et des discours dans les tribunaux; comme si les crimes commis en 14-18 eussent été les uniques crimes commis par le capitalisme. Moi, j'ai vu, frère Perico, beaucoup d'êtres humains mutilés dans cette terrible guerre, tu sais que j'ai vécu un an à Paris pendant la guerre. Eh bien, frangin, moi je n'ai pas eu le besoin d'attendre cette terrible guerre pour me dresser face à tous les crimes. Si la

guerre a mutilé des milliers d'hommes, la guerre sociale a aussi mutilé des milliers de travailleurs. Quelle différence y a-t-il entre un homme qui perd un bras en défendant la patrie avec celui qui le perd en travaillant? C'est quoi la patrie? D'après l'académie, c'est le sol où tu es né. Mais quels droits donne la patrie au travailleur? Celui de travailler quand il trouve quelqu'un qui veut bien l'exploiter. C'est-à-dire, la patrie est un ensemble de propriétés et, dès que quelqu'un, d'un autre pays, veut tout ou partie de ces propriétés, les propriétaires se réfugient derrière les lois qu'ils ont eux-mêmes créées; et c'est en armes qu'ils nous obligent à mourir au champ d'honneur en défendant la propriété sacrée. Dans ces conflits, les hommes s'entretuent et quand la tragédie est terminée les seuls bénéficiaires sont les propriétaires.

Qu'est-ce que la guerre sociale? C'est le combat de deux classes sociales. D'abord celle des propriétaires qui, pour obtenir un maximum de bénéfices, n'en ont rien à faire que leurs ouvriers dans leurs machines puissent y laisser une partie de leurs membres; le but étant de gagner de l'argent. Les propriétaires voient que l'autre classe met leurs biens en danger et en appelle aux lois qu'ils ont eux-mêmes créées et assassinent ceux qui ne veulent pas se soumettre à la propriété sacrée. Frangin, dans cette lutte, il y a aussi beaucoup de mutilés, beaucoup plus que dans les guerres impérialistes.

Comment éviterons-nous la guerre? Il n'y a qu'une seule façon, Perico. En conseillant les jeunes pour qu'ils ne fabriquent plus les armes avec lesquelles ils vont s'entretuer et qu'ils ne défendent les intérêts de personne. Que celui qui a des propriétés se défende lui-même.

Perico, je sais que tu vas me dire que tout ça est très bien, mais que la guerre nous l'avons déjà à notre porte et qu'il faut l'éviter, et je suis d'accord. Il faut éviter la guerre. Seuls les travailleurs organisés sont capables d'empêcher la tuerie qui s'annonce. Quand Herriot¹¹, de retour d'Espagne, arriva à Paris, il fit d'intéressantes déclarations dans la presse parisienne. L'Espagne, dit Herriot, est un pays très intéressant avec lequel il faudra compter; car quand les jeunes républicains arriveront à consolider la République, ce pays sera très utile pour la sécurité de la paix.

Mon frère, il ne faut pas oublier que quand ces hommes parlent de paix c'est la guerre, et quand ils disent consolider la République, c'est supprimer l'organisation qui, en période de guerre, pourrait paralyser l'activité industrielle de la nation. Herriot n'a pas osé me dire publiquement qu'en Espagne il n'était pas possible de faire une mobilisation tant qu'existerait la Confédération.

De même qu'il faut éviter la guerre, il faut se préparer pour qu'elle n'ait pas lieu. Mais si elle devient inévitable, il faut donner des solutions pour faire échouer ses partisans. De la même façon qu'un individu se fait faire, en automne, un manteau pour se protéger du froid l'hiver. Il faut s'organiser; mais si la guerre arrive sachons paralyser



l'industrie nationale; arme contondante pour faire échouer les plans machiavéliques d'une classe sans scrupules, qui pour conserver ses privilèges est capable d'assassiner la moitié de l'humanité.

Perico, tu dois continuer à écrire; tes deux articles m'ont beaucoup plu; ce que tu dois faire, c'est lire; si tu as besoin de détails de documents sur la guerre, je te les enverrai, tu sais à Paris il y a un comité avec des hommes érudits qui écrivent beaucoup et des choses très au fait de la guerre.

Toi qui lis le français, ils te seraient très utiles, à Barcelone j'ai quelques journaux, si tu en as besoin, écris à Mimi pour qu'elle te les envoie et si tu en éprouves le besoin demande-lui de te mettre en rapport avec ce groupe et abonne-toi aux journaux, c'est une peseta par semaine. Ces journaux te seront très utiles. Si j'étais libéré rapidement, on parlerait de tout cela et je te fournirais une liste de revues françaises qui sont de véritables bijoux littéraires et scientifiques.

Du nerf, Périco, et en avant, mais sans démagogie, le courage vaincra.

Mimi m'a écrit que sa mère partait à Paris; la femme¹² est triste parce qu'elle reste toute seule et qu'il faut qu'elle donne la petite¹³ à garder. Rosa¹⁴, si tu l'as, envoie-moi la lettre que j'ai signée, que tu as lue dans le journal, je ne l'ai pas lue.

Donne de mes nouvelles aux amis et dit à Manolin¹⁵ qu'il m'écrive.

Très affectueusement, celui qui vous aime, Pepé¹⁶.

Durruti, Diez, Ascaso, Combina et Lorda posèrent pour une photo derrière les grilles de la prison de Puerto Santa Maria en août 1933, cette photo, très diffusée à l'époque, fut envoyée par Durruti à sa famille ainsi qu'à des compagnons de lutte avec deux fabuleuses notes. La première disait : « Il n'y aura de paix sur terre tant qu'existeront les prisons. Que les idéalistes n'oublient pas que c'est à eux de les détruire. » La deuxième : « La seule solution qu'ont trouvée les républicains, c'est d'emprisonner ceux qui ne pensent pas comme eux. »

Le 13 septembre, Durruti, Ascaso et Combina, avec d'autres compagnons, furent transférés à Séville pour y être jugés pour vagabondage, ce qui les indigna profondément, car de toute leur vie ils n'avaient vécu que du fruit de leur travail. Ils firent donc grève de la faim. Finalement, Combina et Durruti furent libérés le 7 octobre 1933. Ils arrivèrent à Barcelone le 10. Par contre, Francisco Ascaso et trois autres compagnons (Diez, Valiente et Paniza) restèrent en détention jusqu'au 3 novembre, inculpés d'un nouveau délit pour « désobéissance », pour avoir refusé de signer la sentence qui leur offrait le titre de vagabonds.

« Il n'y aura de paix sur terre tant qu'existeront les prisons. Que les idéalistes n'oublient pas que c'est à eux de les détruire. »

Le 22 octobre 1933, 8 000 membres en uniforme des escamots des JEREC défilèrent militairement dans Montjuïc, en imitant le modèle nazi-fasciste. Ils étaient vêtus de la chemise militaire verte, du pantalon de velours foncé, courroies en cuir et en bottes, ils acclamèrent les discours de Miguel Badia, de Josep Dencàs (d'après la Soli, ridicule imitateur d'Hitler) et du président Macià aussi manipulé qu'ambitieux.

Un tel défilé provoqua le lendemain un houleux débat au Parlement catalan qui rejetait en majorité de telles manifestations, bien que tout cela ne fût que pure parlotte et dans une totale passivité.

Le 24 octobre, un groupe d'escamots attaqua, pistolet au poing, l'imprimerie où se confectionnait l'hebdomadaire *El Be Negre*, provoquant quelques dégâts pendant qu'ils escamotaient cinq ou six mille exemplaires du numéro qui était en cours d'impression. On n'arrêta personne, le rédacteur qui offensa quelques-uns des dirigeants d'ERC et Estat Catala s'enfuit prudemment vers un pays lointain ; le propriétaire de l'imprimerie présenta au responsable qui participa à l'assaut le devis pour les destructions de mobilier et les détériorations de machines. Ledit responsable n'était autre que Jaume Aiguader junior (fils du maire de Barcelone et dirigeant de ERC), qui était à la tête des quinze assaillants de

l'hebdomadaire avec son oncle Artemi. Soli avertit que si les escamots les attaquaient, ils adapteraient leur défense, très loin de la passivité de *El Be Negre*.

Les mois suivants, on vit le mouvement fasciste des escamots faire avorter des grèves et noyauter des meetings des partis adverses pendant que Badia et Dencàs se faisaient la main avec les ressorts du gouvernement et de l'ordre public.

Pendant ce temps, Durruti, Ascaso et Combina intervenaient dans les innombrables meetings de la campagne abstentionniste de la CNT. La guerre sociale suivait son cours.

A. G.

1. *La Vanguardia* (5 avril 1933).

2. Vicente Pérez Viche, dit Combina. Né à Barcelone le 28 juin 1900. Menuisier vernisseur. Exilé en France pendant la dictature de Primo de Rivera. Il quitta le congrès de Marseille de 1926 avec Garcia Oliver quand on refusa les thèses collaborationnistes avec les politiques. Il participa à de nombreux congrès, conférences et meetings dans toute l'Espagne. Il intervenit avec Durruti et Garcia Oliver dans la campagne d'agitation de janvier 1932, qui débuta à Sallent et attint son summum avec l'insurrection du Haut Llobregat. Le 2 avril 1933, il fut arrêté à Séville après avoir tenu le discours de clôture du congrès régional andalou. Le 16 novembre 1933, il intervint dans le meeting organisé par la FAI dans le palais des Beaux-Arts de Montjuïc. Les années suivantes, il partagea l'affiche avec les orateurs les plus en vue de la Confédération, dans les meetings anarcho-syndicalistes. Pendant la guerre, il fut l'un des neuf conseillers municipaux cénétistes de Barcelone. Il fut président du Syndicat des transports de Barcelone. Il rejoignit le meeting des Amis de Durruti qui eut lieu au Théâtre Poliorama. En août 1938, il fut nommé secrétaire de la Fédération nationale des transports de la CNT. À la fin de la guerre, il s'exila au Venezuela puis à Mexico.

3. La date est incorrecte sur l'original

4. Santiago Casares Quiroga (1884-1950). Il fut avocat et politicien républicain. Il occupa divers ministères pendant la Deuxième République. En juin 1933, il était ministre de Gouvernement, poste qu'il occupa pendant la biennale socialiste-républicaine (1931-1933). C'était un ami personnel de Azaña. À l'arrivée d'Azaña à la présidence de la République, il fut nommé président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre (mai 1936), poste qu'il exerça jusqu'au 18 juillet 1936, date à laquelle il a démissionné, débordé par le coup d'État militaire auquel il n'a su faire face.

5. La description de Durruti le laissa pantois.

6. Article de Baroja que je n'ai pu consulter.

7. Domingo Miguel González (1880-1936), plus connu par son pseudonyme Domingo Germinal, ou Germinal. Vers 1905, il s'engagea dans la marine

marchande. Il a séjourné à Cuba et à Mexico pendant les années 1920. En 1929, il revient en Espagne. De 1929 à 1930, il habite Blanés et Barcelone et collabore à la revue *La Revista Blanca*. Le 15 septembre 1930, il participe au meeting en soutien aux prisonniers, au palais des Beaux-Arts de Barcelone, où il exigea de l'État l'amnistie pour les prisonniers tant politiques que sociaux. Le 16 octobre, l'État ordonne l'interdiction de la conférence qu'il devait donner au théâtre Apolo de Vilanova y Geltru. Dans les années 1930, il prit la parole dans des meetings un peu partout dans le pays. C'était un excellent orateur, il maîtrisait plusieurs langues et attirait beaucoup de monde. Arrêté à Séville le 2 avril 1933, il est incarcéré jusqu'en octobre, dans la prison de Puerto Santa Maria. Le 5 novembre 1933, il participa au grand meeting, organisé par la CNT, la FAI contre les élections, dans les arènes Monumental de Barcelone. Fuyant la répression républicaine, il vécut caché dans divers endroits autour de Valence. Plus tard, cherchant un bon climat pour sa maladie, il s'installa à Palma de Majorque (et occasionnellement à Ibiza), d'où il dirigera le journal *Cultura Obrera* de 1935 à 1936. Il meurt à Elche en mars 1936.

8. Perico, diminutif de Pedro, était le frère de Durruti : Marciano Pedro Durruti Domingo (1911-1937). Après avoir milité dans l'anarchisme, il intègre la Phalange en 1936 et réussit à fréquenter José Antonio Primo de Rivera qu'il avait croisé dans la prison Modelo à Madrid et qui valida son adhésion à la Phalange. Il mourut neuf mois après son frère. Il fut fusillé le 22 août 1937 par des membres de son camp dans un petit village de Léon. Il fut condamné par un tribunal de guerre sommaire, comme radical, par un jugement bâclé.

9. Georges Pioch (1873-1953) était journaliste et militant pacifiste français très en vue. À la fin des années 1930, il créa et présida la Ligue internationale des combattants de la paix. Pioch démissionna en 1937 parce qu'il pensait qu'on ne condamnait pas avec assez de fermeté et d'efficacité les procès de Moscou. Il signa avec Jean Giono, Victor Margueritte, Marcel Martinet et Simone Weil une pétition exigeant la non-intervention sur la question espagnole et une autre demandant une médiation entre les acteurs du conflit. Il se retira de toute activité publique en 1943 et mourut à Nice en 1953.

10. Mimi était la compagne de Durruti : Émilienne Morin (1901-1991).

11. Édouard Herriot (1872-1957), politicien et écrivain français, membre du Parti radical républicain. Muté à Lyon en 1902, il en occupa la mairie de 1905 à 1925. À partir de 1910, il diminua son action municipale au profit d'ambitions nationales et arriva à participer à neuf cabinets ministériels et à être nommé à trois reprises Premier ministre.

12. Émilienne Morin.

13. Colette Durruti, née en décembre 1931, fille unique de Buenaventura y Emiliene.

14. Rosa Durruti, sa sœur.

15. Manuel Durruti, frère de Buenaventura, sympathisant socialiste. Pendant la révolution d'octobre 1934, il mourut suite à un coup de feu tiré près du pont San Marcos à Léon.

16. Durruti, dans sa correspondance avec sa famille, signait Pepé. Pour mémoire, son prénom était José Buenaventura.

Dommages en cascades...

MAIS QU'AVAIT DONC EN TÊTE Floréal Cuadrado lorsqu'il entreprit de rédiger le roman autobiographique que publie, en ce mois de mai, les éditions du Sandre ? C'est l'une des questions qui vous taraudent à la lecture de ce pavé de quelque six cents pages, augmenté de plus de quatre cents notes – souvent discutables dans leur pertinence et fort peu rigoureuses – aux titres et sous-titres romanesques : *Comme un chat. Souvenirs turbulents d'un anarchiste – faussaire à ses heures – vers la fin du vingtième siècle.*

De Béziers à la cour de la Sorbonne 68

Cela commence pourtant plutôt bien. Le style est fluide, parfois un peu ampoulé, certes, l'autodidacte se devinant derrière les mots, mais le récit demeure alerte. L'auteur aurait pu, donc, raconter simplement – comme l'ont fait d'autres compagnons et compagnes – l'histoire familiale, l'enfance de gamin chétif, fils aîné de militants anarchistes espagnols exilés, l'anticléricalisme ambiant, l'hostilité du bon instituteur communiste brimant le rejeton d'anarchistes, le chemin tout droit tracé vers le CAP1, qui, à son tour, mène inexorablement vers les chantiers ou l'usine... Lorsque survient Mai-68, le jeune homme, libéré – comme on le disait – des obligations militaires, est à Paris ; il a 22 ans, pense qu'il a grandi et fréquente, méfiant, la cour de la Sorbonne, apercevant au loin les « Situ » et se rappelant, dit-il, Bakounine et les réunions de la CNT de papa à Béziers...

Du quartier Latin aux «réappropriations»

La fête du quartier Latin remballée, la rentrée se profile, laborieuse ; il y a même l'amour et le mariage à l'horizon, mais quelques rencontres déterminantes entraînent notre « héros » sur le chemin moins tranquille des groupes affinitaires et des premiers gestes hors-la-loi : achats d'armes, planques... Le combat passera ensuite sur un terrain plus décisif, avec enlèvement, escroqueries et «réappropriations», fabrication de faux-papiers, sur fond de bonne conscience et de solidarité internationale... Le tout se déroulant avec le pendant inéluctable : arrestations, détention, procès, exil.

En contre-point, et comme sur le fil d'un rasoir (tant les limites avec le simple banditisme sont parfois ténues, avoue le narrateur), l'affirmation de cet idéal libertaire, la volonté de frapper la dictature franquiste, même finissante, et contribuer à bâtir un monde un peu plus juste...

Du roman de combat à la haine

On aurait pu, donc, se contenter de cette histoire-là et des actions menées pour cette cause-là ; l'époque foisonne de jeunes ou moins jeunes militants, peut-être «romantiques» – comme le souligne le conteur, du haut de sa tour, en parlant des «autres» –, mais animés par cet idéal de justice et de liberté. Le récit, même revu et corrigé par le filtre de la mémoire et des émotions (ce qui, après tout, est humain), n'en eût pas été moins rebondissant, seulement... un peu moins spectaculaire.

Las ! Ce qui anime le biographe est – quoi qu'il s'en défende souvent – le règlement de comptes, envenimé par le poids du temps et du silence. L'adage alors s'inverse et prend ici tout son sens : « Protégez-moi de mes ennemis, mes amis, je m'en charge. » Tout le monde y passe, à l'exception d'une poignée élus, et surtout les plus proches, semble-t-il : le récit est truffé du vocable « trahison » et de l'expression « ex-camarades » (certains auraient dit plutôt « ex-compagnons », en langage libertaire, non ? L'éthique libertaire se dissout facilement dans la haine).

La leçon d'«anarchisme» sombre sous la délation

On retrouve des figures connues, comme celle de Lucio Urtubia. On peut sans doute moquer Lucio dont la mémoire a repeint quelques épisodes de sa vie en lui attribuant le premier ou le meilleur rôle... Lui, au moins, parlait de lui et encore de lui... Mais il ne dénonçait personne ! On peut s'interroger sur les motivations d'un Quadrupani ou d'un Plenel, dont les sources ont pu être discutables et surtout univoques, ce qui n'est pas sans lourdes et terribles conséquences pour les personnes dénigrées... On peut combattre l'attitude excessive et, parfois, pour le moins, incohérente d'un Alberola, ou railler le bouillonnant et très rigide Rouillan. On peut énoncer de profonds désaccords, critiquer ardemment les dérives, les penchants autoritaires... On peut ranger ses compagnons de route dans la catégorie des traîtres, des imbéciles ou des parjures... On peut juger, cracher et insulter... On peut ?

Gare ! Le risque est de passer soi-même pour un garçon blessé et aigri, confus, suffisant et malfaisant ; pour parler crûment : un «parano» dangereux, qui, avec le temps, se charge de rancœur haineuse. À vouloir salir les autres, ne se salit-on pas soi-même ? Pour mener à bien ce type d'exercice, pour être utile, il faut savoir, sans aucun doute, prendre un peu de hauteur afin de ne pas s'abîmer soi-

même et ne pas tomber dans tous les pièges tendus – pourtant si évidents sous les pas des «ex...». Faute de hauteur, les leçons d'«anarchisme» peuvent couler dans une flaque.

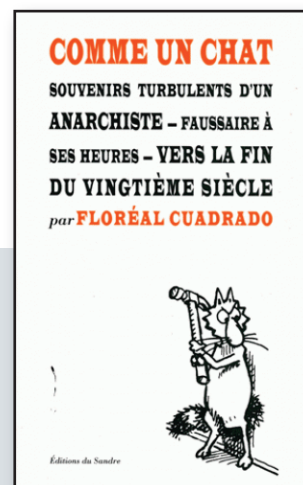
Gros malaise, petit regret

Au bout du compte, un gros sentiment de malaise se dégage de ces pages. Dommage : il y avait à dire et à transmettre sur cette période riche d'espéros et d'inventivité. La lucidité affichée tantôt ne parvient pas à dissiper ce goût de raté. Enfin, les questions demeurent : pourquoi illustrer ce récit de tant de détails ? Pourquoi donner en pâture les noms *in extenso* des différents protagonistes, connus ou anonymes, au mépris de toute règle de prudence, au mépris du respect des autres ? N'y avait-il aucune réflexion, aucune analyse à proposer ? À quoi servira tout ça, si ce n'est à satisfaire l'ego d'un seul ?

Alors, le titre de cette épopée vous retombe sous les yeux et, tristement, on croit lire : « Souvenirs turbulents d'un faussaire – anarchiste à ses heures... » La jolie métaphore du chat qui retombe toujours sur ses pattes risque d'en prendre un coup et de griffer au passage...

Un brin de nostalgie vous envahit soudain, comme ça, et l'on se prend à regretter le temps où l'on jetait les pavés... au lieu de les écrire² !

Jules le Roux
Marseille-Barcelone



Floréal Cuadrado, *Comme un chat. Souvenirs turbulents d'un anarchiste – faussaire à ses heures – vers la fin du vingtième siècle*, Éditions du Sandre, 600 pages, 2015, 21 euros.

Exploration du parcours d'un anarchiste hétérodoxe

POUR UN FILS D'EXILÉS, lire les mémoires d'un autre fils d'exilés fait toujours apparaître des similitudes. Dans ce gros livre rouge brique, Freddy Gomez nous raconte, à travers une discussion avec Guillaume Goutte, ce que fut sa vie parmi les réfugiés politiques espagnols. Le fait d'être né dans une famille anarchiste lui a évité, dit-il, de se « perdre dans les méandres du labyrinthe marxiste-léniniste ». Ce fut aussi mon cas, même si ma famille n'était pas anarchiste mais marxiste féroce-ment antistalinienne, communiste de conseil. Mais la différence essentielle entre nos deux milieux résidait dans le pays d'origine. Chez Freddy, l'Espagne est présente de façon permanente, comme un écran de cinéma terni sur lequel se projette la vie de tous les jours, rendant inoubliable le passé transmuté en un avenir désiré inlassablement. Pour mes parents, leur pays, l'Allemagne, avait disparu dans le temps, dans l'horreur. Il n'y avait ni retour possible ni même envisageable. Cette différence m'a longtemps rendu incompréhensible l'attachement quasi fétichiste qu'avaient les anarchistes espagnols pour le retour à Barcelone ou à Madrid. C'est ma rencontre avec Freddy qui m'a fait comprendre que l'on peut porter un regard critique sur cette attitude sans pour autant démeriter de l'anarchie.

Freddy nous raconte sa vie au lycée. Sa première militance au sein d'un comité d'action lycéen juste avant et après Mai-68. Ce joli mois fut le moment où « la boussole ne marque plus aucune direction ». Il reprend à ce propos ce mot de Walter Benjamin : « C'est le moment où l'on voit les gens tirer sur les horloges. » C'est aussi au moment de ce qu'il appelle le « jusant » de Mai-68 qu'il fait la connaissance de la bête immonde de la réaction, qui défile alors sur les Champs-Élysées. C'est aussi le moment où il prend contact avec l'anarchisme organisé français.

La redistribution des cartes au sein de ce courant après Mai-68 l'amène à regarder tout cela à travers l'héritage de son enfance, c'est-à-dire avec un certain recul. Hétérodoxe, il se méfiait déjà de toute tentative de réorganisation du mouvement, convaincu qu'il était de l'importance de la dimension plurielle de l'anarchisme.

Sorti de l'activisme lycéen par son entrée à l'université puis le passage par l'enseignement, une matinée lui suffit pour comprendre que ce n'était pas son affaire. Il devient alors correcteur. Ayant fait l'apprentissage de la violence stalinienne au sein d'une imprimerie, Freddy Gomez s'engage dans la frange hétérodoxe de l'anarchisme espagnol du moment, dans lequel son père est lui-même impliqué à travers le journal *Frente Libertario*. Ce qui correspondait, de fait, à la fin de la CNT en exil incapable de voir que les temps avaient changé. C'est dans ce périodique que Freddy va faire ses armes de publiciste. Sa connaissance des nouveaux groupes en Espagne l'amena à collaborer aux *Cuardenos de Ruedo Iberico*. Il va ainsi suivre le renouveau libertaire en Espagne après la mort de Franco en décembre 1975.

Observateur averti, Freddy évoque la reconstruction de la CNT en Espagne et son effondrement. Il faut lire ces pages. Il nous raconte à la première personne, sans fioritures, comment les choses se sont passées. Sur cette terre où tout avait semblé possible, la question aujourd'hui fondamentale de l'organisation allait se poser en termes concrets... et échouer. Anarcho-syndicalisme, anarchisme, mouvement social, Freddy nous fournit là des pages incontournables pour qui se pose ces questions.

C'est donc pendant les années du reflux que Freddy va se mettre au travail, celui de correcteur, alors qu'il évoque son inclination pour le slogan situationniste « Ne travaille jamais » qui allait à contre-courant des militants anarcho-syndicalistes pour qui le travail était « l'expression d'une fierté ouvrière assumée ». L'éthique du travail, dit-il, était pour eux comme une forme de reconnaissance, « c'était comme cela, on n'y pouvait rien ». Le fonctionnement du Syndicat des correcteurs, si connu au sein des anarchistes, est longuement présenté dans ce livre. C'est pour le lecteur l'occasion de faire connaissance avec un syndicat profondément libertaire.

Comme il se doit, ce livre se termine par une réflexion sur la pensée de Freddy Gomez aujourd'hui. Pendant des années il a publié un bulletin de critique bibliographique appelé *À contretemps*, qui plongeait ses

racines dans ce vieux terreau espagnol. Ce faisant, ce bulletin donnait à lire une histoire de la révolution espagnole démythologisée. C'est terminé, mais on peut lire en ligne la totalité des numéros parus (acontretemps.org).

Une fois le livre fermé, j'ai été frappé par l'importance apportée par Freddy à la question de la violence, politique évidemment, qu'elle soit individuelle, de groupuscule ou de masse, derrière laquelle il perçoit le fantôme du pouvoir. Je ne peux qu'attendre que cette interrogation continue, et cette fois dans *Odradek*. « C'est une sorte de fil rouge que l'oubli ne cesse d'investir [...] qui peut servir à tisser de nouvelles révoltes. »

Freddy va donc continuer à nous intéresser, à nous interpeller, à nous irriter. Nous en avons bien besoin. Merci à lui.

Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste Strasbourg



Freddy Gomez, Éclats d'anarchie, passage de mémoire. Conversations avec Guillaume Goutte, éditions Rue des Cascades, 500 pages, 2015, 18 euros.

Le camarade **Gilbert Roth** nous a quittés

GILBERT ROTH est né à Paris XIV^e le 3 juin 1945. Il était fier d'avoir eu un grand-père anarchiste, le père de sa mère, l'Italien Attilio Cini (1868-1926). Lui-même découvre les idées anarchistes avant Mai-68. Il commence à militer en 1969. Il a été membre de la FA (Fédération anarchiste) ainsi que de la CNT (Confédération nationale du travail), du COJRA (Commission d'organisation des journées de réflexion antiautoritaire) et de l'UPF (Union pacifiste de France).

Avec les libertaires présents, il s'investit dans l'animation de l'auberge du MIAJ (Mouvement indépendant des auberges de jeunesse) située près du métro Laumière dans le XIX^e arrondissement de Paris. Ce lieu était aussi un espace de convergences de luttes (notamment autour de l'insoumission à l'armée), de rencontres de divers groupes, individus et de débats.

Pendant une longue période, avec Helyette Bess, il a participé aux activités de la librairie anarchiste le Jargon libre. Elle se trouvait rue de la Reine-Blanche dans le XIII^e et a fonctionné de 1974 à 1984.

Il a eu une fille, Cécile. Plus tard, devenu malthusianiste convaincu, il part en Suisse pour se faire vasectomiser. À son retour, il milite auprès des compagnons pour qu'ils en fassent de même.

Après les arrestations de plusieurs membres des Gari (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes) en 1974, il participe à diverses actions spectaculaires de solidarité : enlèvement de la statue en cire du Musée Grévin de Juan Carlos, attentat contre la statue de Saint Louis au palais de justice, sabotage d'une course hippique à Auteuil...

Diverses activités rémunératrices ont ponctué ces années : électricien, chauffeur de taxi (surtout pour les camarades!), coursier, représentant en vin... Il a monté une scop (Société coopérative et participative) d'informatique et s'est investi dans le mouvement des coopératives. Son expérience dans le monde de la gestion d'entreprise se termina par un interdit bancaire de plusieurs années.

«Travailleur de la nuit», il connut quelques séjours à l'ombre... Lors de son procès en juillet 1975, il a plusieurs témoins de «moralité» (May Picqueray, Léo Champion...). On l'accuse d'avoir fait un casse chez un notaire de Montmorency. La seule preuve qu'ont les policiers contre lui est la présence d'un pied-de-biche à son domicile. Léo Champion déclare : «Monsieur le



président, j'ai, sur moi, tout ce qu'il faut pour commettre un viol, et pourtant je n'ai jamais commis de viol!» Cette fois-là, il est relâché après un séjour de quatre mois de prison préventive.

En 1998, à la demande de René Bianco, il s'investit dans les activités du Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme) de Marseille. Il met en place l'informatisation. Il lance les fameuses cuvées de vin dont les recettes contribueront en partie en 2011 à l'achat d'un local. Il demande à des dessinateurs connus de réaliser les étiquettes : Nicoulaud, Wolinski, Tardi, Pétilion, Soulas, Charmag et Babouse. Il est présent dans un grand nombre de salons du livre libertaire, de Lisbonne à Gand en passant par Toulouse, Florence ou Merlieux. Jusqu'à son décès, il occupe le poste de secrétaire du CIRA.

Il a écrit dans *Cocherule* (revue du MIAJ) et *Le Réfractaire*. Il a publié plusieurs articles dans les publications du Cira (calendriers, brochures, livre) : Jacob, Reclus, Han Ryner, la propagande par le fait... Il a animé en 2006 un cycle de discussions intitulé «Les quatre saisons de l'anarchisme».

En 2008, il est l'un des fondateurs du Cira Limousin qui a organisé un colloque et des librairies champêtres.

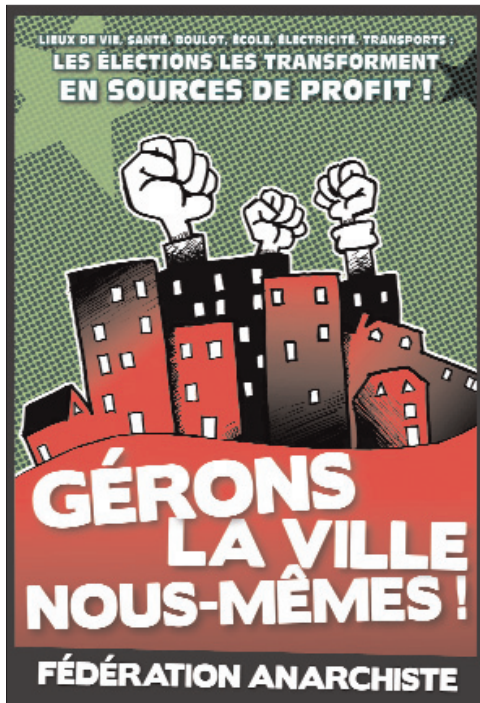
Il fait des apparitions dans deux films *Ni vieux ni traites* de Pierre Carles et Georges Minangoy (2006) et *De la propriété*, un court-métrage de Till Roeskens (2008).

Il a toujours été un «accro» du bitume, scotché au volant de son véhicule. Il se posait souvent en courant d'air, entre deux colis de revues ou de bouquins à déposer, entre deux cartons de vin de gaillac, entre trois causes à soutenir!

C'est en se rendant à la Foire internationale du livre libertaire et alternatif de Gand (Belgique) que sa route s'est arrêtée. Il est mort dans son sommeil dans la nuit du 13 au 14 avril 2015 chez un copain de Limoges. Malade et affaibli depuis plusieurs mois, il semble qu'il ne souhaitait pas connaître la nature de son mal et ne voulait pas finir ses jours dans un hôpital.

Des compagnons de route

Membres de centres de documentation libertaire



GROUPE ANARCHISTE SALVADOR-SEGUI

LE 11 JUIN 2015

Rencontre autour du documentaire

**ENTERREUR
ET SE TAIRE**

en présence de la réal Anna Lopez Luna

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE
145, RUE AMELOT, 75011 PARIS, MÉTRO OBERKAMPF

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA



**ni Dieu
ni maître
ni Etat
ni patron**

Fédération anarchiste
rue Amelot 75011 Paris
federation-anarchiste.org

PAS DE FASCISTES DANS NOS QUARTIERS



**PAS DE
QUARTIER
POUR LES
FASCISTES**

FEDERATION ANARCHISTE, 145 RUE AMELOT, PARIS 11^E

Vendredi 5 juin

Besançon (25)

Vidéo buvette, à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz. à 20h 30, projection du film "La stratégie du choc" adapté du livre de Naomi Klein organisée par Les Amis de L'Autodidacte.

Paris XI^e

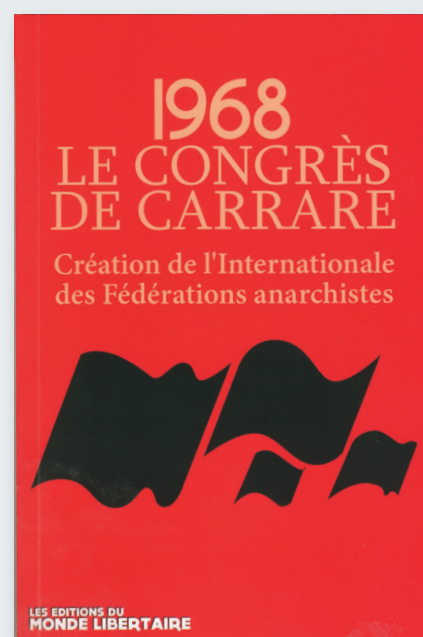
19 heures. Conférence-débat. La révolution comme fin en soi : la communauté anarchiste selon Gustav Landauer (1870-1919). Par Erwan du groupe libertaire Louise Michel. A lire sur le site du monde libertaire : <http://www.monde-libertaire.fr/passe-et-present-de-l-anarchisme/17625-la-revolution-comme-fin-en-soi-la-communaute-anarchiste-selon-gustav-landauer> Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 6 juin

Paris XI^e

17 heures 30. Rencontre autour de concert acoustiques avec l'association Mots et Musiques. Frédérique chante Gaston Couté et Pierre Mac Orlan. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Du nouveau
aux **Éditions du Monde libertaire**



Pas de la dynamite, mais du tabac est à 12 euros, ***1968, le congrès de Carrare*** est à 18 euros. Livres disponibles à la librairie du Monde libertaire (Publico) au 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ajoutez 10 % pour les frais de port. Chèque à l'ordre des Publications libertaires.



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

La librairie du Monde libertaire a besoin de vous !

QU'EST-CE QUE NOTRE LIBRAIRIE ?

Un espace militant accessible toute l'année. Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD. Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier. Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais qui augmentent, les poches vides des camarades... Bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

COMMENT NOUS AIDER ?

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de « Publico » à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

LIBRAIRIE

PUBLICO

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire

Du lundi au vendredi : 14h00 / 19h30 et le samedi : 10h00 / 19h30